

Étrangers

En-deçà et au-delà des frontières : construire un commun

Gaëtane Lamarche-Vadel

DANS **MULTITUDES 2025/3 n° 100** , PAGES 87 À 89

ÉDITIONS **ASSOCIATION MULTITUDES**

ISSN 0292-0107

DOI 10.3917/mult.100.0087

Date de mise en ligne : 03/10/2025

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-multitudes-2025-3-page-87?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association Multitudes.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Étrangers

En-deçà et au-delà des frontières construire un commun

Gaëtane Lamarche-Vadel

Association Multitudes | Télécharge le 06/06/2026 sur <https://www.multitudes.org> (IP: 216.73.217.142)

Au fil de ses cent numéros, *Multitudes* entrecroise des textes sur les politiques migratoires en France, en Europe, du point de vue de leur diversité économique, de leurs pratiques, des effets sur le territoire d'accueil et des textes sur l'agentivité et l'inventivité de ces étrangers harcelés par des directives juridiques de plus en plus arbitraires et paralysantes.

La « notion de migrant économique » est un leurre, dit Emmanuel Terray, parce que les difficultés économiques relèvent souvent de systèmes inégalitaires autoritaires, de prédatations, ou d'économie coloniale.

La pauvreté, les discriminations religieuses et de genres, le réchauffement climatique, les guerres poussent aujourd'hui les étrangers à prendre la route par voie de mer et de montagne à leur risques et périls. Ce mouvement est irréversible. Ce n'est pas

toujours la misère qui les condamne à l'exil, mais c'est souvent la férocité de régimes qui utilisent l'armée pour décimer les mouvements contestataires.

Les politiques migratoires n'ont cessé de se durcir depuis que l'Europe s'est « armée » d'une police aux frontières, à l'instar des États-nations, craignant pour l'hégémonie de ses antécédents culturels et pour sa souveraineté. Cette négativité exprime la haine et la crainte des nationaux envers une société multiculturelle. Les forces de police et de l'armée anti-migration disposent d'une quantité phénoménale de matériel technologiques en vue de la reconnaissance de la présence des migrants sur mer comme sur terre ainsi que dans les airs. La richesse est du côté du contrôle. Restent aux migrants le nombre, la détermination, l'ingéniosité.

Aux étrangers, le pire n'est jamais suffisant, la loi honnie du test osseux, appliqué aux étrangers mineurs, est toujours en vigueur malgré toutes les expertises qui en démontrent l'invalidité et en dénoncent l'usage médico-légal. En tournant le dos à la convention de Genève, en interdisant aux migrants de circuler et de s'installer dans les pays qu'ils rejoignent, les politiques dévient à ceux qui n'ont pas de visa, souvent les moins argentés, de se considérer comme des citoyens libres et égaux. Les États comme la France renient les valeurs républicaines qu'elle demande aux étrangers de s'engager à respecter, par contrat écrit.

Qualifier les étrangers d'illégaux, c'est tourner le dos aux principes fondateurs de la République française, c'est créer des discriminations et empêcher l'intégration que souhaitent la plupart des étrangers qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour arriver en Europe. À cela, les étrangers répondent : « Personne n'est illégal ».

Les transmigrants d'origines diverses qui se livrent à des commerces parallèles de contrebande et d'échanges des services plus ou moins licites entrent souvent en contact avec les « migrants historiques sédentarisés ». Ils tissent des liens avec des communautés diverses et s'intègrent dans des réseaux. Ils sont *sujets* de leur migration, comme le souligne Alain Tarrow dans une Majeure de *Multitudes*.

À Calais, les étrangers, originaires d'Afrique et du Moyen-Orient, ont construit, aux frontières françaises de la Grande Bretagne où ils souhaitent se rendre, des quartiers précaires comme il en existe de plus en plus sur la planète. Les villes ont commencé par des campements, qui dans des régions sédentaires auguraient d'un devenir-ville. Travailler à l'amélioration de la Jungle de Calais plutôt qu'à son éradication est le meilleur moyen de faire en sorte que ceux qui l'habitent puissent en sortir, comme l'a suggéré Cyril Hanappe dans nos pages.

C'est un habiter qui prend naissance malgré les conditions physiques et géographiques désastreuses, ce sont des liens qui se tissent dans l'infortune de l'exil. Avec la nécessité de l'entraide, c'est une vie sociale qui s'imaginer et se construit avec les savoirs de chacun, c'est l'intelligence humaine qui s'efforce de résister à la barbarie froide et implacable de la rationalité administrative, au milieu des barbelés.

Le campement, à l'écart de l'État, relève du *commun*. Il autogère et régule une économie d'aubaine, d'opportunité et de hasards productifs. L'entreprise métropolitaine est une opération de nettoyage de tout ce qui menace de ne pas être productif. La jungle a été détruite et démantelée à diverses reprises. Les pas-de-calaisiens, revenus, ont été expulsés.

Réveiller les valeurs d'hospitalité, bouleverser l'imaginaire national, « faire de l'étranger un hôte » : Michel Agier, Mireille Delmas Marty, Marie Laure Morin, Cedric Herrou et avec eux et elles, quelques membres de *Multitudes*, réfléchissent depuis vingt-cinq ans à l'introduction de l'hospitalité dans le droit administratif (en lieu et place de la discrimination), ils et elles examinent les voies philosophiques et juridiques de son inscription au patrimoine de l'humanité, ils et elles en réinventent et reformulent les conditions collectives, ils et elles la pratiquent dans leurs habitations.

« Nous ne sommes pas un problème, nous sommes la solution », scandent les étudiants sommés de quitter le pays, une fois le diplôme acquis, en application de la circulaire Guéant. Leur mouvement soutenu par les universitaires et des politiques aboutira à la suppression de circulaire tant décriée.

Marcheurs, les migrants continuent de marcher, non plus pour arriver et se cacher, mais pour s'exposer et rallier à leur cause des sympathisants associatifs, syndicalistes,

collectifs privés, publics. Ils inventent des marches qui traversent et relient les villes entre elles. Marche commémorative, marche d'alliance, marche d'expression et de construction. Construction de solidarités, construction d'avenir commun.

Les migrants organisent régulièrement des manifestations pour rendre publique leur existence, pour occuper l'espace public synonyme pour eux de danger. Ils militent pour les papiers, le sésame d'une vie normale délivrée de la peur. Ils déclenchent des grèves dans les sociétés qui les exploitent et soutiennent celles de leurs camarades. Et ils s'associent aux combats contre le racisme, contre les morts « accidentels » en garde à vue, contre les massacres commis par les islamophobes, contre les centres de rétention qui enferment les étrangers parce qu'étrangers.

Ils manifestent pour faire connaître leur visage, leur voix ; ils manifestent pour

faire valoir leurs droits qu'ils apprennent à décrypter avec leurs aînés et leurs soutiens ; ensemble ils luttent contre la solitude, la dispersion, le dénuement, la pauvreté, pour une vie libre de travailler, de circuler, d'aimer. Ensemble avec leurs frères et sœurs d'infortune, mais aussi avec les autres collectifs, associations, syndicats, activistes, mobilisés pour faire reconnaître des droits bafoués, et construire ensemble le monde de demain. Cet avenir ne sera pas donné, mais procéder à de partages, de solidarité effective, de visions et d'actions élaborées ensemble – étrangers, nationaux, migrants, travailleurs avec ou sans papiers. Un faire ensemble, plus fort que les coups que les gouvernements portent à leurs mouvements pour les anéantir, car ils sont des combattants associés à d'autres militants persuadés que, ainsi que le dit Alhassan Dicko, « l'humanité partagée est à la base de la construction du commun. »